

NIOSI, Jorge, *La bourgeoisie canadienne : la formation et le développement d'une classe dominante*. Montréal, Boréal Express, 1980, 248 p. \$10.95.

Pierre Lanthier

Volume 36, numéro 2, septembre 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304056ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304056ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lanthier, P. (1982). Compte rendu de [NIOSI, Jorge, *La bourgeoisie canadienne : la formation et le développement d'une classe dominante*. Montréal, Boréal Express, 1980, 248 p. \$10.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36(2), 273–275. <https://doi.org/10.7202/304056ar>

NIOSI, Jorge. *La bourgeoisie canadienne: la formation et le développement d'une classe dominante*. Montréal, Boréal Express, 1980, 248 p. \$10.95

Ce livre est un complément à celui que l'auteur a publié en 1978 (*Le contrôle financier du capitalisme canadien*). Il ne concerne donc pas le développement global d'une classe, mais plutôt l'évolution et la situation récente du contrôle des grandes sociétés, privées ou publiques, au Canada. Et par contrôle, il faut entendre «la capacité de choisir la majorité des membres du Conseil d'administration d'une société» (p. 13), donc, à toutes fins pratiques au Canada, les actionnaires (*ibid.*).

Après avoir résumé, dans un premier chapitre, les principales lignes de son précédent ouvrage, l'auteur poursuit avec un rappel historique de la formation et de l'évolution du contrôle, et trois études consacrées respectivement à la participation des Canadiens français dans le processus de contrôle, au contrôle des grandes sociétés du secteur public, enfin à celui des filiales de groupes étrangers.

L'ouvrage contient une grande densité d'informations et de discussions. Le résumer risquerait de donner au compte rendu des proportions trop vastes. On se contentera de la présentation des deux thèmes qui ressortent avec le plus d'évidence: 1- existence d'une bourgeoisie nationale autonome; 2- une bourgeoisie qui, cependant, se manifeste sous le signe de la diversité.

Le colonialisme britannique a permis à la bourgeoisie canadienne de naître et de se spécialiser dans l'exploitation des richesses naturelles, le commerce et les finances. Toutefois, le secteur manufacturier a initialement été lancé par les intérêts anglais, puis américains, ce qui plaça le Canada sous la dépendance de l'étranger. Jusqu'ici, rien de nouveau dans ces explications. Mais l'innovation vient de l'idée que malgré cette dépendance, la bourgeoisie canadienne n'a en aucune manière perdu son pouvoir sur le pays. Elle a su protéger efficacement ses intérêts en renforçant sa position dans ses propres secteurs, et par une série de mesures politiques et juridiques l'avantageant vis-à-vis de l'étranger. Sur ce point, l'auteur en profite pour infirmer sérieusement la thèse du capitalisme monopoliste d'État appliquée au Canada. Cette thèse fait de l'État le serviteur des monopoles. L'auteur montre au contraire comment les différents niveaux gouvernementaux ont suscité la venue de la bourgeoisie canadienne dans l'appareil économique et ceci à l'encontre du capitalisme international. Et, particularité intéressante, les sociétés publiques n'ont pas favorisé l'éclosion d'une bourgeoisie d'État dans l'univers économique: elles ont plutôt recruté le personnel administratif au sein de la bourgeoisie d'affaires déjà en place dans le privé. Ceci dit, la bourgeoisie compradore (i.e., celle qui représente les intérêts étrangers au Canada) demeure toujours puissante: elle contrôle le tiers des actifs des entreprises non-financières, et plus de la moitié de ceux des secteurs manufacturiers et miniers. Les contacts entre les bourgeoisies compradores et «autochtones» sont fort nombreux, notamment sur le plan des services financiers. Toutefois, le compradore ne peut accroître trop fortement son pouvoir, car les gouvernements veillent à la protection des intérêts locaux. D'ail-

leurs, l'auteur parle d'alliance conflictuelle entre les bourgeoisies comradore et «autochtone». Cette analyse incite Niosi à conclure que la bourgeoisie canadienne n'a jamais été menacée. Lorsqu'elle a eu besoin du capital étranger, elle a ouvert les portes, pour ensuite les refermer, quand sa position financière lui a permis de prendre la relève.

Si la bourgeoisie canadienne existe de manière autonome, cela ne signifie pas pour autant qu'elle soit un bloc monolithique. En fait, elle présente une importante diversité dans sa composition, à la fois ethnique et régionale. L'économie canadienne s'est développée selon un processus contradictoire dans ses composantes: d'un côté, la croissance des secteurs manufacturier et financier s'est avant tout produite à l'avantage de l'Ontario; de l'autre, surtout après 1945, les activités économiques se sont diversifiées et régionalisées. Ce double jeu a amené d'une part le patronat anglo-protestant à concentrer ses activités du côté ontarien; et de l'autre les diverses régions à encourager leurs propres bourgeoisies. C'est ainsi que des bourgeoisies juive et canadienne-française se sont développées autour de Montréal. Les gouvernements provinciaux ont d'ailleurs largement contribué à la promotion de certaines de ces bourgeoisies, par la création de sociétés publiques dont l'administration fut confiée à des personnalités bien connues parmi les bourgeoisies d'affaires provinciales. Toutefois, il n'est pas possible de conclure que ces bourgeoisies défendent, sur le plan politique, les intérêts régionalistes ou nationalistes. Si la bourgeoisie anglo-protestante a tendance à se ranger du côté du Parti conservateur, les bourgeoisies juive et canadienne-française soutiennent pour leur part le Parti libéral du Canada. Et dans le cas des Canadiens français, cet appui prend la forme d'un fédéralisme ardent, loin de toute adhésion aux thèses indépendantistes.

On ne peut que se réjouir de la parution de cet ouvrage. Les mises au point apportées par l'auteur sont des plus rafraîchissantes, surtout dans un domaine où la théorie tend à se passer trop facilement de la recherche. De plus, la description d'une bourgeoisie nationale autonome met bien en évidence l'écart qui existe entre une économie «dominée» à la canadienne et celles du Tiers-Monde. Enfin, les visions trop «fédéralistes» ou trop «indépendantistes» de la bourgeoisie canadienne seront frustrées par cette présentation qui insiste, d'un côté, sur l'importance des particularismes ethniques ou régionaux, et, de l'autre, sur le fait que ces différences ne conduisent pas nécessairement au soutien d'idéologies régionalistes ou nationalistes.

Niosi a critiqué de nombreuses théories interprétant la situation de la bourgeoisie canadienne. Sans doute, les tenants de ces théories n'auront pas dit leur dernier mot sur cette question. Je me contenterai pour ma part de trois remarques d'ordre méthodologique:

1 — Tout d'abord, on regrettera que l'auteur, dans le chapitre sur les sociétés étrangères, n'ait pas suffisamment décrit les administrateurs «internes» qui représentent les maisons mères auprès des filiales canadiennes. Car ce sont eux qui, concrètement, assurent le contact entre le Canada et l'étranger (p. 172).

2 — La notion d'alliance conflictuelle est sans doute celle qui rend avec le plus de souplesse les rapports entre compradores et «autochtones». Elle mérite toutefois d'être nuancée selon l'époque et selon le groupe ethnique. Ainsi, l'aspect conflictuel de ces rapports repose trop exclusivement sur l'expérience des dix dernières années. Or, si pour cette période l'analyse est acceptable, il n'en est pas nécessairement de même pour les années précédentes. Il existe des cas trop importants d'alliance non-conflictuelle entre les deux bourgeoisies pour ne pas en faire mention. Par ailleurs, la bourgeoisie anglo-protestante n'a pas seulement eu recours au conflit ou à l'intervention de l'État pour assurer son pouvoir. Le capitalisme commercial dont elle est issue, et plus tard ses institutions de classe (dont l'éducation) lui ont permis d'évoluer à un niveau social comparable à ses contreparties britannique et américaine, qui ont d'ailleurs plus recherché la collaboration que la concurrence avec elle. Donc, pour comprendre la nature des alliances et les conflits, il faudrait aller bien au-delà de la notion de contrôle, et entrer dans l'analyse des rapports sociaux et économiques qui donnent à la bourgeoisie sa capacité d'alliance ou sa possibilité d'entrer en conflit.

3 — Enfin, dans quelle mesure le contrôle est-il garant du pouvoir réel des actionnaires sur une entreprise? Des études récentes publiées en Europe et aux États-Unis ont montré que tout au long du XXe siècle, le pouvoir capitaliste s'est morcelé en de nombreux sous-pouvoirs d'ordre technologique, gestionnel, financier, etc., ceci au fur et à mesure que l'entreprise a adopté la structure multi-divisionnelle. Ainsi, de nos jours, le pouvoir se situerait non plus exclusivement entre les mains des administrateurs, mais aussi dans celles des directeurs et même en-deçà. Niosi, d'ailleurs, ne nie pas la réalité de ce phénomène. Il utilise la notion d'«influences» pour en parler. Il avertit cependant le lecteur que cette notion est délicate à manier et pose de nombreux pièges méthodologiques. Sans doute. Mais ceci ne signifie pas qu'il faille abandonner toute recherche de ce côté. Car si la notion de contrôle est un bon indice de l'appropriation d'une économie, elle ne suffit cependant pas pour expliquer la nature et l'évolution du pouvoir sur cette économie.

Somme toute, l'ouvrage de Jorge Niosi est une excellente mise au point. Et ses conclusions sont beaucoup plus souples et reposent sur une analyse plus systématique que ce à quoi on nous a jusqu'ici habitués. Toutefois, il faut considérer cette recherche comme le point de départ d'une analyse plus approfondie, et non pas comme une conclusion en soi.